

<https://ricochets.cc/VERITE-ET-JUSTICE-pour-une-reforme-profonde-de-la-police-de-ses-missions-de-ses-methodes-de-son.html>



VÉRITÉ ET JUSTICE, pour une réforme profonde de la police, de ses missions, de ses méthodes, de son contrôle

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 28 juillet 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Une tribune collective, suivie de quelques remarques critiques en PS.

VÉRITÉ ET JUSTICE

Le monde entier défile, avec ou sans autorisation, pour condamner l'assassinat de George Floyd, honorer sa mémoire, et déclarer qu'enfin les personnes noires, victimes à différents degrés de racisme systémique et institutionnel, doivent pouvoir « respirer », c'est-à-dire vivre comme tout être humain, libre et égal aux autres, en a le droit imprescriptible. Ce que demandent particulièrement ces manifestants, c'est que ne soient plus ni tolérées, ni protégées, ni a fortiori encouragées par les pouvoirs publics et leurs représentants du haut en bas de la « chaîne de commandement » les violences, les humiliations quotidiennes fondées sur l'apparence, les origines ou le domicile, ainsi que les brutalités pouvant aller jusqu'à la mort.

En France, malgré l'évidence d'un passé colonial qui pèse encore sur les rapports sociaux, malgré les manifestations innombrables de la combinaison des inégalités sociales, territoriales et raciales, malgré les cris de douleur et de colère de celles et ceux qui en sont les victimes, relayés par les associations et authentifiés par le Défenseur des droits lui-même, la dénégation est officialisée. Au lendemain d'une mobilisation sans précédent sur ces sujets, le ministre de l'Intérieur se bornait à déclarer que les policiers sous ses ordres « protègent tous les Français, y compris contre le racisme ». Cette provocation valant promesse d'impunité pour ceux des policiers et des gendarmes qui confondent une identité avec un faciès a fait long feu.

Face à la mobilisation grandissante, le ministre et le gouvernement promettent aujourd'hui de renoncer à telle technique, telle procédure, de faire respecter la loi par les forces de l'ordre et exhibent à point nommé rapports et enquêtes...

S'il est non négligeable, ce changement de ton ne saurait être suffisant.

Alors que s'atténue peu à peu une crise sanitaire au cours de laquelle l'ampleur des discriminations sociales et territoriales s'est trouvée exposée en pleine lumière, et dont on découvre qu'elle a aussi recouvert de nombreuses « bavures » dans l'application des politiques sécuritaires, il est urgent de crever l'abcès en parlant vrai.

Parler vrai, c'est rappeler aux pouvoirs publics qu'ils doivent respecter et faire respecter les droits fondamentaux en manifestant le courage de la sanction.

Parler vrai, c'est reconnaître le rôle des institutions et des politiques dans le développement du racisme et des discriminations.

Parler vrai, c'est nommer les coupables de violence et de racisme ainsi que leurs responsables et exiger qu'ils soient sanctionnés.

Parler vrai, c'est répondre à celles et ceux qui se mobilisent pour le respect de leurs droits fondamentaux, la justice sociale, la justice tout court.

La société civile, les associations de défense des droits, les comités constitués autour d'affaires de violences policières avancent de longue date des propositions en ce sens. Certaines sont reprises par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), ainsi que par le Défenseur des droits. Elles constituent une base pour engager une réforme profonde de la police, de ses missions, de ses méthodes, de son contrôle.

Nous, citoyennes et citoyens de toutes opinions, de toutes origines, de toutes confessions, de tous âges, genres et professions, réclamons la création d'une commission indépendante, placée sous l'autorité de la CNCDH, qui reçoive les doléances des victimes, écoute toutes les personnes et organisations concernées et fasse des propositions qui permettent de renouer le lien entre les forces de l'ordre et la population et de combattre les violences et le racisme.

Le président de la République a récemment réitéré le vœu de faire prendre à la nation éprouvée par la crise sanitaire un nouveau départ. Ce renouveau ne se fera pas sans qu'on apure de notre présent les discriminations raciales et la violence qui les accompagne. Il ne se fera pas sans tous les citoyens. Il a besoin de vérité et de justice.



VÉRITÉ ET JUSTICE, pour une réforme profonde de la police, de ses missions, de ses méthodes, de son contrôle

Signataires :

Estellia Araez présidente du Syndicat des avocats de France (Saf) ;
Etienne Balibar, philosophe ;
Mamoudou Bassoum, champion d'Europe de taekwondo, Gilet jaune ;
Lassana Bathily, écrivain franco-malien ;
Judith Bernard, metteuse en scène et enseignante ;
Patrick Chamoiseau, écrivain ;
Monique Chemillier-Gendreau, professeur émérite à l'Université Paris Diderot ;
Vanessa Codaccioni, sociologue ;
Annick Coupé, militante altermondialiste ;
Laurence De Cock, historienne et essayiste ;
Didier Fassin, anthropologue et médecin ;
Eric Fassin, sociologue ;
Nora Hamadi, journaliste ;
Stéphanie Hennette-Vauchez, professeure de droit public ;
Cédric Herrou, Communauté paysanne Emmaüs Roya ;
Geneviève Jacques, ancienne présidente de La Cimade ;
Leslie Kaplan, écrivain ;
Henri Leclerc, avocat, président d'honneur de la LDH ;
Geneviève Legay, militante altermondialiste ;
Éléonore Luhaka, éducatrice et actrice sociale ;
Maryam Madjidi, écrivaine, réfugiée iranienne ;
Gustave Massiah, membre du comité international du Forum social mondial ;
Fatima Mostefaoui, porte-parole de « Femmes des quartiers populaires » ;
Laurent Mucchielli, sociologue (CNRS) ;
Latifa Oulkhair, directrice du Bondyblog ;
Gilles Porte, cinéaste ;
Judith Revel, philosophe ;
Sébastien Roché, directeur de recherche au CNRS ;
Joël Roman, président de la Ligue de l'enseignement ;
Malik Salemkour, président de la LDH ;
Laurent Thines, neuro-chirurgien ;
Lilian Thuram, président de la Fondation Education contre le racisme ;
Aurélien Trouvé, porte-parole d'Attac, enseignante chercheuse ;
Maryse Tripiet, sociologue de l'immigration ;
Françoise Vergès, militante féministe antiraciste ;
Comité Adama Traoré ;
Catherine Wihtol de Wenden, politologue CNRS ;
Et plusieurs organisations :

Action droits des musulmans (ADM), Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association des jeunes Chinois de France (AJCF), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association pour la taxation des transactions financières et pour

l'action citoyenne (Attac), Avec nous, Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), Collectif Vies volées, Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), Comité pour Liu Shaoyao, Comité vérité et justice pour Lamine Dieng, Confédération générale du travail (CGT), Conseil représentatif des institutions noires de France (Cran), Coordination nationale Pas sans Nous !, Emmaüs France, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (Fnasat-Gens du voyage), Fédération syndicale unitaire (FSU), Femmes des quartiers populaires, Fondation Copernic, Fondation Danielle Mitterrand, Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), Jeunesse au plein air (JPA), Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc), La Cimade, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Ligue de l'enseignement, Mémorial 98, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), Réseau euro-maghrébin citoyenneté et culture (REMCC), Union juive française pour la paix (UJFP), Union nationale des étudiants de France (Unef), Union nationale lycéenne (UNL), Union syndicale Solidaires, Solidarité laïque, Syndicat des avocats de France (Saf), Syndicat national des personnels de l'éducation et du social - Protection judiciaire de la jeunesse (SNPES-PJJ/FSU)

([source](#))

Post-scriptum :

Commentaire perso :

Cette tribune est forte et pleine d'actualité.

Seulement, elle reste un peu « naïve », un peu détachée de la réalité.

Pour deux raisons.

La première, c'est que l'institution policière, comme le capitalisme ou l'Etat, ne peut pas être véritablement réformée, transformée en quelque chose de sympathique et juste. Tout simplement parce que ce genre d'institution centralisée, hiérarchique, rigide s'oriente forcément vers l'injustice, la bureaucratie froide, la brutalité et l'arbitraire quelle que soit l'éventuelle bonne volonté des agents et des chefs.

Ce type de structure engendre forcément des gros problèmes.

La seconde, c'est que l'institution policière s'inscrit dans un cadre non-démocratique et tyrannique global. Il est donc impossible de réformer une partie d'un système alors qu'il dépend et s'inscrit dans un ensemble rigide qui fonctionne totalement à l'encontre des réformes souhaitées et qui veut que rien ne change au fond.

Aussi, si d'aventure des réformes positives de l'institution policière étaient possibles, elles ne le seraient que s'il existait parallèlement des réformes démocratiques et sociales profondes du monde politique et économique.

D'autre part, cette tribune généreuse utilise à tort, comme souvent, le terme de citoyen. Même si on veut garder le principe de l'Etat-nation, le statut de citoyen n'existe réellement que dans une démocratie, et donc un citoyen a en théorie un conséquent pouvoir sur sa vie, sur les choix collectifs, un pouvoir direct dans le domaine des orientations politiques et économiques.

Or, les français, comme la quasi la totalité des peuples du monde (à des degrés divers suivant les pays et les contextes culturels), sont totalement dépossédés de pouvoirs politiques et économiques (avec parfois l'accord des intéressés, qui préfèrent s'occuper uniquement de leur vie privée). L'Etat et le capitalisme, les gouvernements et les bureaucraties ont partout détruit patiemment et systématiquement toute forme de citoyenneté, toute trace d'autonomie, pour fourguer à la place dans le domaine politique un simple droit de vote épisodique pour blanc bonnet et bonnet blanc, des contre-pouvoirs impuissants à peser sur les orientations de fond, des machins consultatifs en tout genre, et dernièrement quelques dispositifs de participation par la bande pour limiter la casse.

Dans le domaine économique, c'est encore pire, c'est la loi du Marché, de la compétition, du plus fort, du plus riche, du plus malin, du plus impitoyable.

Le seul Â« pouvoir Â» qui nous reste c'est de choisir d'acheter la marque industrielle X plutôt que Y.

L'ensemble de ce dispositif profondément tyrannique malgré les jolis mots vides rabachés de Â« la-république Â» et de Â« notre-démocratie Â» étant justement défendu à tout prix par ...les flics.

On voit mal les insitutions politiques et économiques en place réformer positivement (vers la justice sociale, l'égalité, au service des peuples...) l'institution policière qui sert à défendre leur puissance et le statut quo qui leur profite si bien...

Il n'existe donc pas de citoyens

En l'état, il n'existe donc pas de citoyens, juste des consommateurs, des commentateurs, des chairs à canon/patron plus ou moins esclaves, des gens qui parfois essaient de se révolter pour la justice sociale et la démocratie comme les gilets jaunes, et qui se font mutiler et emprisonner à tour de bras par des flics contraints ou ravis d'obéir aux gouvernements, et donc aux lobbys capitalistes et étatistes qui marchent avec.

On pourrait faire les mêmes remarques dans tous les autres domaines : écologie, services publics, éducation...

A.